



Photo : Curt Carnemark / Banque mondiale

Le Guatemala a réalisé d'importants progrès au cours des 25 dernières années, comme en témoignent plusieurs indicateurs de santé, mais les taux de mortalité maternelle et de malnutrition chronique restent élevés. La mortalité des moins de 5 ans a chuté de 81 à 31 décès pour 1 000 naissances vivantes entre 1990 et 2013. Le taux de mortalité maternelle a également baissé entre 1990 et 2014, mais il était encore, cette année-là, de 93 décès pour 100 000 naissances vivantes, soit un niveau supérieur à la moyenne de 71 décès pour 100 000 naissances vivantes enregistrée pour la région de l'Amérique latine et des Caraïbes¹. La prévalence de la malnutrition chronique a aussi diminué pour tomber de 55 % en 1995 à 46,5 % en 2014/15², mais elle demeure la plus forte de la région et parmi les plus élevées au monde, en particulier pour les populations rurales, pauvres et autochtones. La mortalité maternelle et la malnutrition chronique sont étroitement liées ; les principaux facteurs de la malnutrition chronique au Guatemala sont le mauvais état de santé des mères, des pratiques d'alimentation des enfants inappropriées, et le manque d'accès à l'eau potable, à des équipements sanitaires et à des services de santé de qualité. Moins de la moitié de la population peut régulièrement obtenir des services de santé primaire, et seulement 49 % des habitants des zones rurales bénéficiaient de services d'assainissement améliorés en 2015.

Les obstacles rencontrés au niveau de la budgétisation, des flux de ressources et de l'efficacité des dépenses limitent la mesure dans laquelle les autorités guatémaltèques peuvent élargir l'accès à des services sociaux de qualité. La proportion du PIB représentée par les dépenses publiques au titre de la santé (2,2 %) était inférieure à la moyenne de la région (3,7 %) en 2014. Le Guatemala a une bien moindre capacité de génération de recettes que d'autres pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, et le pourcentage du total des dépenses de santé constitué par les dépenses privées est près de deux fois plus élevé que celui des dépenses publiques.

PRIORITÉS

Étant donné la relation qui existe entre la valorisation du capital humain et la croissance économique, le Plan national de développement 2016-2020 met l'accent sur la nécessité d'améliorer la santé et l'éducation et de réduire la malnutrition chronique. Les autorités ont aussi actualisé le Modèle des services de santé pour adopter une démarche multidimensionnelle (personne-famille-communauté) suivant le cycle de vie, dans laquelle elles ont intégré les aspects complémentaires des croyances et des pratiques traditionnelles autochtones. Le Mécanisme de financement mondial (GFF) soutient la mise en œuvre de la Stratégie nationale multisectorielle de prévention de la malnutrition chronique (Estrategia Nacional para la Prevención de la Desnutrición Crónica – ENSMI), qui élargit la couverture des services de nutrition et de santé de qualité assurés aux mères et aux enfants, encourage la poursuite d'interventions visant à changer les comportements au niveau des communautés, améliore l'accès à l'eau potable et à des services d'assainissement et renforce la coordination entre les secteurs.

FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE

En abaissant les taux d'intérêt du prêt accordé par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) au titre du projet de nutrition et de santé Crecer Sano dans le but d'assurer la mise en œuvre de l'ENSMI, le GFF établira une relation entre les décaissements et les résultats affichés par une série d'indicateurs du renforcement et de l'élargissement de programmes conçus pour accroître le nombre d'enfants de moins de 2 ans qui bénéficient du programme de transferts monétaires conditionnels et des interventions menées pour promouvoir l'adoption de comportements sains, notamment l'allaitement maternel exclusif dans les 7 (des 22) départements du pays auxquels l'ENSMI donne la priorité. Presque tous les départements sont peuplés en majorité d'autochtones. Il sera possible d'améliorer encore l'efficacité des dépenses publiques en poursuivant une opération pilote d'observatoire de la politique

¹ Indicateurs du développement dans le monde.

² Encuesta Nacional de Salud Materno Infantil (enquête nationale sur la santé des mères et des enfants) 2014/15 : Guatemala).

budgétaire dans le secteur de la santé. Le GFF fournira également une assistance technique à des opérations stratégiques de passation des marchés pour réduire les inefficacités qui caractérisent l'approvisionnement en fournitures médicales essentielles, qui sont l'une des sources de dépenses les plus importantes du ministère de la Santé. Des mesures seront prises pour accroître la transparence des dépenses publiques dans le secteur de la santé en faisant participer la société civile aux activités de l'observatoire de la politique budgétaire et au suivi des dépenses publiques. Le Secrétariat du GFF assurera un appui technique à la formulation d'une stratégie de financement de la santé pour analyser les possibilités de financer durablement une couverture sanitaire universelle au Guatemala. Le GFF, conjointement à d'autres partenaires, contribuera également à mobiliser des ressources intérieures ; il évaluera à cette fin l'efficacité avec laquelle le nouveau modèle national des services de santé peut produire des résultats et couvrir les régions insuffisamment desservies et, ainsi, permettre aux autorités publiques d'afficher des progrès dans le domaine de la santé et de la nutrition.

LIEN ENTRE LES FINANCEMENTS DU FONDS FIDUCIAIRE DU GFF ET DE L'IDA ET LA BIRD

Le financement de 9 millions de dollars émanant du Fonds fiduciaire du GFF permettra d'abaisser le niveau des taux d'intérêt et autres commissions du prêt de 100 millions de dollars consenti par la BIRD au titre du projet de nutrition et de santé Crecer Sano, et contribuera ainsi à la réalisation des cibles établies pour certains indicateurs liés à la mise en œuvre de l'ENSMI. Cela aura pour effet de libérer des ressources intérieures qui pourront servir à financer le programme de transferts monétaires conditionnels mis en place au profit des populations pauvres et d'améliorer l'efficacité des dépenses de santé. Le GFF assurera également une assistance technique dans le but : a) d'accroître l'efficacité et la transparence des dépenses de santé publique, b) de formuler des options de financement à long terme du secteur de la santé, c) de soutenir la mobilisation de ressources intérieures en montrant à la population que le paiement des impôts permet d'obtenir des résultats dans le secteur de la santé, d) d'améliorer la conception et l'application du modèle des services de santé du ministère de la Santé, et e) d'améliorer les données et la formulation de politiques de santé et de nutrition fondées sur les faits et de cibler plus précisément les résultats sur la prestation des services de santé et le programme de transferts monétaires conditionnels.

MISE EN ŒUVRE/RÉSULTATS

Le projet bénéficiant du financement de la BIRD/du Fonds fiduciaire du GFF a été approuvé durant l'exercice 2017. Sa mise en œuvre a toutefois été retardée en raison de la longueur du processus d'obtention des autorisations de l'État. L'avis favorable émis en mars 2018 par la Commission parlementaire des finances au titre du projet était la dernière condition à remplir avant la soumission du projet au Congrès pour approbation.

Dans le but de mobiliser le soutien requis pour obtenir l'approbation du Congrès, l'équipe de la Banque mondiale a organisé une réunion au Guatemala le 11 mai 2018 pour s'entretenir avec les membres du Congrès, les représentants de l'État, les représentants des organisations de la société civile, des groupes de réflexion et des partenaires et bailleurs de fonds. Elle a exposé les avantages présentés par les investissements dans la nutrition en faisant part de l'expérience acquise à l'échelle mondiale, a présenté la démarche multisectorielle qui a donné de bons résultats dans d'autres pays, a montré l'importance de la mise en œuvre d'une telle démarche au Guatemala et a expliqué comment le cofinancement du GFF soutiendrait ce projet en abaissant le niveau des taux d'intérêt en fonction des résultats et en fournissant une assistance technique. Durant cette réunion, le président de la Commission parlementaire des finances s'est officiellement engagé à se faire le champion du projet devant le Congrès. Le ministère de la Santé a également participé activement à la réunion et fait part de sa détermination à soutenir le projet. Il est clairement ressorti des discussions tenues dans le cadre de la réunion que le projet bénéficiait d'un appui solide et généralisé. Les modalités institutionnelles se sont toutefois révélées être un sujet de préoccupation bien que le projet ait été proposé par le Cabinet. Les autorités guatémaltèques ont informé la Banque mondiale après la réunion qu'il serait nécessaire de restructurer les modalités institutionnelles du projet et de transférer l'unité d'exécution du Fonds de développement social du ministère du Développement social au ministère de la Santé pour pouvoir obtenir l'approbation du Congrès.

La mise au point de la stratégie d'assistance technique du GFF a été retardée par les changements intervenus dans le secteur de la santé depuis août 2017, qui ont obligé l'équipe de la Banque mondiale et du GFF à procéder à de nouvelles consultations.

D'importants progrès ont été réalisés dans le cadre du programme de santé reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent et de nutrition. Par exemple, des consultations ont été tenues avec les autorités publiques, les partenaires de développement, la société civile et des organisations du secteur privé dans le but de définir les domaines devant être couverts en priorité par la stratégie d'assistance technique et



Photo : Maria Fleischmann / Banque mondiale

financés par la BIRD. Dans le cadre des consultations organisées durant l'année, le ministre de la Santé et son équipe ont déclaré souhaiter ardemment poursuivre les activités prévues dans la stratégie d'assistance technique proposée, notamment celles qui concernent l'observatoire de la politique budgétaire et la gestion des finances publiques, l'établissement de réseaux intégrés de services de santé et l'enquête sur les indicateurs de prestation de services. L'équipe de la Banque mondiale et du GFF a rencontré les chargés de liaison de chacun des principaux thèmes examinés et a préparé le projet de stratégie d'assistance technique, qui a été soumis au Secrétariat du GFF en avril 2018. Le GFF doit organiser une mission la dernière semaine de juin pour examiner avec les chargés de liaison du ministère de la Santé publique et de l'aide sociale (MSPAS) les activités et les résultats convenus pour les 12 premiers mois pour lesquels le financement du GFF a été approuvé, et procéder au lancement des premières activités du programme de travail adopté.

CONTACTS

Pour plus d'informations sur les activités poursuivies par le GFF au Guatemala, rendez-vous sur notre site Web

www.globalfinancingfacility.org/fr/guatemala

Guatemala :

M Julio Hector Estrada

Ministre des Finances, ministère des Finances publiques

kagustin@minfin.gob.gt

Banque mondiale :

Me Christine Lao Pena

Économiste senior, développement humain

cpena@worldbank.org

M Marcelo Bortman

Spécialiste principal de la santé

mbortman@worldbank.org

Secrétariat du GFF :

Ms. Mirja Sjoblom

Économiste senior

msjoblom@worldbank.org

À PROPOS DU MÉCANISME DE FINANCEMENT MONDIAL

Le Mécanisme de financement mondial (GFF) est un partenariat formé par diverses parties prenantes pour aider les pays à s'attaquer aux problèmes de santé et de nutrition les plus graves touchant les femmes, les enfants et les adolescents. Il aide les autorités nationales à réunir des partenaires autour de plans pilotés par les pays, qui donnent la priorité à des services de santé ayant un fort impact, mais de longue date insuffisamment financés.

Le Fonds fiduciaire du GFF joue un rôle de catalyseur en accordant aux pays des subventions d'ampleur limitée qui leur permettent d'accroître dans une large mesure les ressources intérieures parallèlement aux financements de la Banque mondiale (IDA et BIRD), de financements extérieurs alignés et des ressources du secteur privé. Chaque investissement extérieur de montant relativement faible est multiplié par les engagements des pays eux-mêmes, et génère ainsi un important retour sur investissement qui permet à terme de sauver des vies humaines et d'améliorer la situation des populations.

